ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ces crédits supplémentaires au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve de l'exploitation pour insuffisance momentanée de recettes pour la section première et, au moyen d'un prélèvement sur le fonds de renouvellement de l'exploitation pour la section deuxième.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 septembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

**Cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite
et de liquidation judiciaire**

ARRETE N° 644 promulguant au Togo le décret du 12 octobre 1938 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret du 25 août 1937, portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 12 octobre 1938 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret du 25 août 1937 portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire;

Vu la circulaire ministérielle n° 8.087 en date du 16 octobre 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 octobre 1938 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret du 25 août 1937 portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 25 août 1937 portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu applicable aux colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret susvisé du 25 août 1937 portant modification des articles 541 et 570 du code de commerce relatifs aux cessions forfaitaires d'actif en cas de faillite et de liquidation judiciaire.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et aux journaux officiels des Territoires visés à l'article 1^{er} et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 octobre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Rétroactivité coloniale

ARRETE N° 645 promulguant au Togo le décret du 20 octobre 1938 accordant aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun la rétroactivité coloniale prévue par le décret du 2 mars 1912.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 20 octobre 1938 accordant aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun la rétroactivité coloniale prévue par le décret du 2 mars 1912;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 octobre 1938 accordant aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun la rétroactivité coloniale prévue par le décret du 2 mars 1912.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1938.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1912 réglant le statut du personnel des douanes coloniales et, ensemble, les textes subséquents qui l'ont modifié;

Sur le rapport des ministres des colonies et des finances;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une rétroactivité d'un mois par six mois complets de présence est applicable aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo et au Cameroun dans les conditions prévues par l'article 4 du décret du 2 mars 1912.